

BESOIN D'OXYGÈNE

Il m'a parfois été reproché de pécher par alarmisme parce que je m'obstine à dénoncer la paralysie de la société française, le délitement de son tissu social, le déclin de son économie, très largement imputables au déficit politique des gouvernants. Ceux-là, en effet, de quelque couleur qu'ils se réclament, s'avèrent manifestement incapables de faire preuve d'anticipation et d'être porteurs de projets un tant soit peu capables de mobiliser les énergies de nos contemporains au profit d'un avenir collectif plus riant.

Sur eux assurément pèse une charge d'autant plus immense que l'État, en France, est partout et nulle part, prétend à lui seul assurer le bien public, y compris en confondant d'ailleurs les objectifs supérieurs qu'il est supposé incarner, avec la satisfaction, à chaque instant, des intérêts particuliers de tous ses publics. Englué dans le mille-feuille politico-administratif qui caractérise ce pays, confronté à l'inflation législative et réglementaire dont d'ailleurs il est le principal artisan, il est plus occupé à essayer de gérer les affaires courantes qu'à anticiper et à orchestrer l'action collective autour d'une vision partagée.

Ce mal dont souffrent les décideurs tient sans doute au fait que, voulant décider de tout, de l'accessoire comme de l'essentiel, ils ne perçoivent pas suffisamment que leur rôle aujourd'hui

est plutôt d'orchestrer l'action collective, de mobiliser les intelligences et les énergies de tous plutôt que de vouloir tout maîtriser par eux-mêmes.

Ont-ils — et nos lecteurs comme moi — conscience que nous avons changé d'époque, que la monarchie et les baronnies ne sont plus de saison et qu'à fonctionner ainsi, le peuple au mieux leur est indifférent, sinon se révolte. Ce peuple lui-même n'a-t-il pas hautement conscience, même s'il fait parfois mine de l'ignorer, que nous changeons d'ère et que chercher indéfiniment à colmater les brèches d'un édifice qui menace ruines ne constitue qu'un faible palliatif, sinon une esquive fatale.

L'édifice auquel on se réfère sous le terme consacré de « modèle social européen » a fonctionné de manière remarquable dans le passé. Mais force est de se demander s'il est encore adapté aux exigences du monde moderne, s'il ne génère pas désormais plus d'effets pervers que de bénéfiques, s'il n'est pas fondamentalement à réinventer, sans pour autant renier ses valeurs fondatrices.

Ce modèle reposait sur deux piliers. L'un est le système productif au regard duquel les individus avaient deux rôles : celui de travailleur touchant en retour un revenu qui devait lui permettre, second rôle, de consommer. Et,

suivant une théorie libérale bien connue, l'optimum collectif était supposé être atteint par la seule vertu du marché. L'autre pilier était « le système » de protection et de régulation sociales. Celui-ci devait permettre d'assurer à ceux qui étaient temporairement ou durablement exclus du système de production, un revenu de transfert qui leur permettait à leur tour de consommer (là les chômeurs, ici les handicapés).

Cela a fonctionné de manière remarquable durant l'époque dite des Trente Glorieuses, permettant aux pays d'Europe occidentale, dans une économie moins ouverte et concurrentielle qu'aujourd'hui, de réaliser d'immenses progrès économiques et sociaux. Une majorité de Français travaillaient, parfois en commençant très jeunes, parfois en bénéficiant de quelques années de retraite avant de mourir.

Depuis lors, tout a changé : le paradigme technico-économique hier dominant s'est radicalement modifié, le système de protection sociale est devenu un maquis infernal et ingérable ; la famille et le travail qui en étaient les deux pierres angulaires se sont diversifiés, précarisés. Une minorité de Français est au travail, les deux tiers d'entre eux sont ailleurs, vivant de revenus de transferts, publics ou privés.

Voici venue la « civilisation des loisirs » diront certains, surtout s'ils appartiennent à la catégorie des seniors encore aisés. Voici venue l'époque de « la galère » diront les autres, surtout s'ils appartiennent à cette catégorie de jeunes laissés-pour-compte de l'Éducation nationale, dont les parents sont inexistantes et qui errent sans objectif dans les cités.

Pourra-t-on — est-ce notre représentation d'un avenir souhaitable ? — multiplier les clubs de vacances pour les jeunes retraités, les hospices pour les plus âgés, les cités forteresses pour les nantis et les services de police pour les jeunes des cités ? Pourra-t-on durablement maintenir un système dans lequel le cycle de vie est découpé en trois phases étanches : celle des études pour ceux qui ont le privilège de pouvoir en faire (voire s'y complaire parfois indûment), celle du travail pour ceux qui ont la bonne fortune d'y accéder (au prix parfois d'un stress inacceptable), celle d'une retraite prise de plus en plus tôt et dont la durée ne cesse d'augmenter ?

Le moment n'est-il pas venu d'abattre ces cloisons trop rigides, de réconcilier ces trois temps, de créer des ponts, non à la manière des anti-chambres que l'on a créées à l'entrée et à la sortie du marché du travail ? N'est-il pas temps de faire sauter ces verrous qui font qu'un artisan ne peut plus prendre un jeune adolescent en formation sans se trouver bloqué par mille contraintes réglementaires, de lever l'interdiction faite aux retraités de travailler et celle faite aux suractifs de retourner parfois à l'école, de prendre un peu de repos, sinon de s'impliquer (pas seulement les fonctionnaires) dans des missions d'intérêt collectif ?

Cessons d'ériger des barrières, d'édifier des forteresses. Créons des ponts, retissons des fils, libérons l'imagination, laissons éclore les énergies assoupies de millions d'individus avides de sens commun. Un peu plus de désordre créateur serait bienvenu. De l'oxygène, plus encore que de pétrole, nous avons besoin.

Hugues de Jouvenel